

Déclaration de politique étrangère 2024

Le ministre des Affaires étrangères Tobias Billström a prononcé le 14 février 2024 la déclaration annuelle de politique étrangère du gouvernement à l'occasion du débat parlementaire sur la politique étrangère.

La déclaration prononcée fait foi.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

Nos plus proches voisins sont les pays nordiques et les pays baltes et ceux qui se trouvent le long des rives méridionales de la mer Baltique. Depuis la chute du rideau de fer et l'avènement de la démocratie, des liens encore plus étroits se sont tissés entre nous.

Nous sommes, les uns pour les autres, parmi nos partenaires respectifs les plus proches et nous constituons ensemble une force politique et économique importante.

Ces relations sont une priorité pour le gouvernement.

Cette année, la Suède préside le Conseil des ministres nordique, le moteur d'une coopération plus large entre les gouvernements nordiques. La perspective de faire de la zone nordique la région du monde la plus intégrée et la plus durable en 2030 guide notre travail.

Nous dirigeons également les travaux du N5 qui rassemble les pays nordiques et du NB8 qui regroupe les pays nordiques et les pays baltes, dans des cadres de collaboration informelle sur les sujets de la politique étrangère et de la sécurité.

Nous voulons, au cours de cette année, consolider et renforcer cette collaboration. C'est une nécessité dans cette période préoccupante.

Notre principale priorité sera évidemment le soutien à l'Ukraine, qui fait l'objet d'un profond engagement de la part de tous les pays nordiques et baltes.

Alors que tous les pays riverains de la Baltique, à l'exception de la Russie, seront bientôt membres de l'OTAN, les conditions sont réunies pour approfondir encore davantage le dialogue et la coopération.

Avec mon collègue finlandais, j'ai pris l'initiative de lancer une discussion sur la manière de profiter au mieux de cette opportunité.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

La guerre n'est qu'à quelques kilomètres de notre région nordique-baltique, où un pays démocratique a été attaqué par un régime autoritaire.

Nous entrons bientôt dans la troisième année de la guerre à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine.

Le courage dont le peuple ukrainien fait preuve face à l'agression impose le plus grand respect. Il nous rappelle que si nous voulons vivre dans la liberté et la démocratie, nous devons être prêts à les défendre. Le soutien à l'Ukraine constitue l'axe principal de la politique étrangère du gouvernement pour les années à venir.

La Suède continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps que cela sera nécessaire – sur les plans politique, humanitaire, militaire et économique.

Le soutien global de la Suède à l'Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle de son territoire, s'élève à environ 30 milliards de couronnes suédoises. 80 % de cette aide a été versée après l'entrée en fonction du gouvernement actuel en 2022.

Le gouvernement a déjà décidé de 14 programmes de soutien militaire. Il a également adopté une substantielle stratégie de coopération avec l'Ukraine pour l'aider dans son travail de reconstruction et de réforme. Le gouvernement prépare de nouveaux programmes de soutien, tant civils que militaires. La cause de l'Ukraine est la nôtre.

Le gouvernement a également travaillé activement pour que le soutien de l'UE reste fort et s'inscrive sur le long terme.

Récemment, un accord historique a été conclu assurant à l'Ukraine un soutien financier d'un montant total de 50 milliards d'euros. C'est un signal adressé non seulement à l'Ukraine mais également à nos partenaires internationaux.

Je serai clair. La volonté du gouvernement ne faiblira pas en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine. Notre détermination est, au contraire, plus forte que jamais. Le soutien de la Suède se poursuivra aussi longtemps que cela sera nécessaire.

La Russie constituera, dans les années à venir, une grave menace pour la sécurité de la Suède. Il est donc dans notre intérêt que les possibilités d'action stratégiques de la Russie soient limitées – sur les plans militaire, économique et politique.

La Suède travaille au renforcement des sanctions contre la Russie. Jusqu'à présent, l'UE a adopté douze paquets de sanctions. Le travail au sein de l'UE pour lutter contre le contournement des sanctions doit être intensifié.

La Suède se félicite que l'UE ait désormais ait pris les mesures qui lui permettent d'utiliser les avoirs russes gelés pour soutenir l'Ukraine, une initiative prise par la Suède au cours de sa présidence.

La Suède œuvre pour que l'agression de la Russie contre l'Ukraine et les violations du droit international qui découlent de la guerre ne restent pas impunies.

Au Bélarus également, nous constatons des violations flagrantes et graves des droits de l'homme et des libertés. Près de 1 400 prisonniers politiques y sont actuellement détenus.

La Suède œuvre pour que de nouvelles sanctions soient prises contre le régime bélarussien en raison à la fois de la répression qu'il mène dans le pays et de sa complicité dans l'agression russe contre l'Ukraine.

Ce printemps, le ministère des Affaires étrangères organise une conférence sur l'évolution de la situation au Bélarus. C'est une autre manière de renforcer le dialogue avec les forces démocratiques en exil.

Le gouvernement soutient le peuple bélarussien sur sa route vers un Bélarus libre et démocratique qui appartient à la famille européenne.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a ouvert des perspectives en matière d'élargissement de l'UE. La Suède se félicite de la décision d'entamer des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

La Suède a beaucoup travaillé en faveur de cette décision qui constitue une reconnaissance des importants efforts de réforme réalisés dans ces deux pays. Nous continuons de soutenir leur rapprochement avec l'UE. Leur avenir s'inscrit dans l'UE.

L'élargissement de l'UE est un investissement géostratégique dans la paix, la démocratie, la sécurité, la stabilité et la prospérité. Il est dans notre intérêt d'aider les pays candidats à se rapprocher de l'Union.

La Suède soutient l'approche d'une intégration progressive. Il est important qu'une telle approche soit conçue comme un soutien sur la voie de l'adhésion à l'UE et non comme un substitut à celle-ci.

Les négociations d'adhésion reposent sur les mérites des pays candidats et sur la mise en œuvre des réformes nécessaires, notamment en ce qui concerne les principes de l'État de droit et la démocratie.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

L'UE est une communauté de valeurs. C'est aussi la plate-forme la plus importante de la Suède en matière de politique étrangère.

En juin auront lieu les élections au Parlement européen, et en suite une nouvelle commission entrera en fonction. Une UE forte et unie donne à l'Europe de la force et à la Suède une voix sur les questions internationales.

Par sa réponse à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'UE a démontré une volonté forte et une capacité à agir de manière unie et stratégique. La sauvegarde de la paix et de la liberté sur notre continent est le noyau central de l'Union.

L'UE a renforcé son rôle en tant qu'acteur majeur en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense. Le gouvernement y a contribué activement.

Une condition préalable à la capacité de l'UE à faire face aux menaces sécuritaires est un renforcement de sa compétitivité. C'est par le biais de nos entreprises, de nos échanges commerciaux et de notre capacité d'innovation que nous pouvons renforcer l'influence géopolitique de l'UE. C'est la raison pour laquelle, durant sa présidence, le gouvernement a pris l'initiative d'une nouvelle stratégie de compétitivité à long terme.

Il est nécessaire de protéger les intérêts stratégiques de l'UE. Cela doit être fait d'une manière qui permette de limiter autant que possible les effets négatifs sur le marché intérieur.

Le Conseil du commerce et des technologies (TTC) constitue une plateforme de plus en plus importante pour la coopération transatlantique sur des questions cruciales pour l'avenir.

La Suède souhaite également un approfondissement des relations entre l'UE et le Royaume-Uni. Il est également positif que l'UE développe ses relations avec d'autres acteurs importants. Les institutions européennes ont notamment présenté des propositions visant à renouveler leur engagement avec la Turquie.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

La Suède est prête à devenir membre à part entière de l'OTAN, la communauté de défense des démocraties occidentales.

Le but ultime de la coopération au sein de l'OTAN est de protéger la liberté et la sécurité des Alliés.

Avec la Suède au sein de l'OTAN, la Suède sera plus sûre et l'OTAN plus forte.

Nous nous félicitons que la Turquie ait achevé son processus de ratification et nous comptons sur la Hongrie pour en faire prochainement de même.

Au sein de l'OTAN, la Suède sera un allié fiable, solidaire et engagé.

Nous assumerons une responsabilité significative dans notre environnement immédiat et nous contribuerons à la sécurité de tous les alliés dans le cadre de l'approche à 360 degrés de l'OTAN et de la politique de dissuasion de l'Alliance.

Les dépenses de défense de la Suède dépasseront cette année les 2 % du PIB et resteront au-dessus de ce seuil pour les années à venir.

La Suède reste attachée à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération, notamment dans le cadre de sa participation active à l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

Le lien transatlantique est indispensable à la sécurité suédoise et européenne, mais il ne doit jamais être tenu pour acquis.

L'accord bilatéral de coopération en matière de défense qui vient d'être signé avec les États-Unis a donc une importance stratégique considérable et constitue une étape importante dans les relations entre nos pays.

Il est essentiel que la Suède maintienne et approfondisse sa relation avec les États-Unis, tant en matière de politique de sécurité qu'en matière économique. Le Canada et le Royaume-Uni sont également des partenaires importants.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

La mission principale du gouvernement est de protéger la liberté, la sûreté et la sécurité de tous les Suédois, tant en Suède qu'à l'étranger. Les menaces dont fait l'objet la Suède deviennent de plus en plus complexes.

Les opérations d'influence dont le but est de nuire à la Suède ont des conséquences tangibles tant pour notre démocratie que pour notre économie, notre sécurité et notre politique étrangère.

Le gouvernement s'efforce depuis déjà un certain temps de prévenir et d'empêcher la propagation de la désinformation et de renforcer l'image de la Suède.

Au cours de l'année écoulée, nous avons également dû gérer plusieurs crises consulaires, comme par exemple l'évacuation de nos ressortissants du Soudan et le travail en cours pour venir en aide aux ressortissants suédois touchés par l'évolution de la situation au Proche-Orient.

Le gouvernement continuera d'œuvrer pour obtenir la libération du journaliste Dawit Isaak ainsi que de l'éditeur et poète Gui Minhai. Parallèlement, le gouvernement travaille de manière intensive sur d'autres cas consulaires impliquant l'emprisonnement de citoyens suédois, notamment celui du fonctionnaire européen Johan Floderus.

Le gouvernement exige qu'ils soient tous remis en liberté.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

Depuis octobre, une situation nouvelle et grave prévaut au Proche-Orient. La Suède soutient le droit légitime d'Israël à se défendre contre le Hamas en conformité au droit international et au droit international humanitaire. Tous les otages doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Compte tenu de la situation catastrophique à Gaza, le gouvernement estime qu'un cessez-le-feu humanitaire est nécessaire.

La Suède apporte des contributions importantes au financement de base de plusieurs organisations humanitaires opérant sur le terrain. Depuis le début de la guerre, nous avons apporté à la population civile de Gaza un soutien humanitaire supplémentaire de plus de 250 millions de SEK. L'aide suédoise doit être utilisée de manière efficace et contribuer à promouvoir les conditions d'une solution à deux États. Elle doit être distribuée par des acteurs qui n'apportent aucune forme de soutien – ni direct, ni indirect – au Hamas, au terrorisme ou à l'antisémitisme.

La Suède et l'UE ne voient pas d'autre voie pacifique qu'une solution négociée à deux États, dans le cadre de laquelle Israël et la Palestine peuvent coexister en paix et en sécurité. Nous avons avec Israël des liens historiquement très étroits que ce gouvernement s'est attaché à reconstruire, et avec la Palestine des relations bien établies. L'engagement de la Suède dans la région et dans les questions touchant Israël va s'intensifier.

La Suède attend de l'Autorité palestinienne qu'elle condamne le Hamas et qu'elle prenne des mesures contre la corruption. Le droit d'Israël à exister en tant qu'État ne peut pas être contesté.

Israël doit remédier à la violence inacceptable des colons en Cisjordanie et mettre fin à l'expansion des colonies. Le gouvernement soutient le travail qui est en cours au sein de l'UE pour parvenir à une proposition de sanctions contre les colons extrémistes.

Il est primordial d'éviter une escalade régionale. Le gouvernement soutient les efforts visant à maintenir la sécurité, le commerce et la libre navigation dans et autour de la Mer Rouge. La Suède se félicite à ce sujet de la décision de l'UE de lancer l'opération Aspides pour y parvenir.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

Pour la sécurité de la Suède et la stabilité du monde, il est crucial que soient maintenus l'ordre mondial fondé sur des règles communes, le droit international et le respect de la Charte des Nations Unies.

Les libertés et les droits humains doivent être défendus. L'égalité de valeur de chaque individu, quels que soient son sexe, son âge, son orientation sexuelle ou sa religion, est une question de liberté. Plusieurs groupes religieux minoritaires, par exemple chrétiens et Ouïghours, sont opprimés dans différentes régions du monde.

Il est inquiétant de constater que ces règles universelles sont mises à mal par des états autoritaires comme la Russie, la Chine et l'Iran, qui veulent les remanier selon leurs systèmes de valeurs.

Il existe également des raisons de s'inquiéter des agissements de l'Iran dans le domaine de la technologie nucléaire et de son rôle déstabilisateur au Moyen-Orient, tout comme de sa coopération militaire avec la Russie.

L'ONU continue à jouer un rôle central dans le travail qui touche aux questions internationales. Le gouvernement continuera de défendre les intérêts de la politique étrangère suédoise dans le cadre de son action au sein de l'ONU.

Le gouvernement revoit à la hausse ses ambitions de politique étrangère en matière de cybernétique et de numérique. Un envoyé spécial pour les questions cyber internationales a été nommé.

La Suède est une nation de pointe dans le domaine de l'espace et conduira une diplomatie spatiale active.

La base spatiale d'Esrange contribue à la recherche, à l'innovation et à la sécurité en Suède et chez nos partenaires. Elle représente une ressource stratégique qui consolide l'accès à l'espace de l'OTAN et de l'UE.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

L'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur centrale de la politique étrangère suédoise. Nous voyons une croissance de la résistance à ce principe d'égalité dans de nombreuses régions du monde. Dans des pays comme l'Afghanistan et l'Iran, c'est sur l'oppression généralisée et systématique des femmes que ces régimes autoritaires trouvent même leur fondement. La Suède ne pourra jamais l'accepter. Mais cette tendance existe aussi en Europe, où elle prend notamment la forme de violences sexuelles systématiques dans le sillage de l'agression russe contre l'Ukraine.

Nous travaillons à inverser cette évolution, tant dans le cadre de notre politique étrangère que dans celui notre politique d'aide au développement.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

Les courants protectionnistes prospèrent dans la situation politique mondiale que nous connaissons.

En tant que pays dépendant de ses exportations, la Suède ne peut que souligner l'importance d'échanges commerciaux libres, durables et fondés sur des règles communes, ainsi que la nécessité d'un bon fonctionnement du marché intérieur de l'UE. Ces deux piliers contribuent à notre compétitivité et à notre résilience.

Le gouvernement a présenté une nouvelle stratégie en matière de commerce extérieur. La compétitivité de la Suède doit être renforcée et les conditions des échanges commerciaux, de l'investissement et de l'innovation doivent être améliorées.

La position de la Suède en tant que partenaire prioritaire global en matière de transition écologique comme de transition numérique doit être renforcée. Les entreprises suédoises ont un engagement fort en faveur du développement durable, de l'égalité des sexes et de la responsabilité sociale.

Au cours de l'année écoulée, l'UE a conclu un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Le gouvernement continuera à œuvrer activement pour que soient négociés de nouveaux accords de libre-échange.

Les pays de la région indo-pacifique sont des partenaires importants tant en matière de politique commerciale que de politique étrangère et de sécurité.

Nous approfondirons nos relations avec des acteurs globaux en Afrique et en Amérique latine. Les opportunités existent pour y mettre en place une coopération élargie, tant dans les domaines de la technologie et du commerce que sur des questions de politique étrangère plus larges.

La Chine est la deuxième économie mondiale et un leader technologique. C'est en même temps un régime autoritaire dont les ambitions mondiales sont croissantes. Les agissements de la Chine vis-à-vis de Taiwan suscitent des inquiétudes et les menaces de recours à la force militaire sont inacceptables. Les relations de la Suède avec la Chine doivent s'ancrer à la fois dans une stratégie européenne et dans une coopération transatlantique étroite. Au cours de notre présidence du Conseil de l'Union européenne, des mesures importantes ont été prises dans ce sens.

Nous sommes favorables au dialogue et à la coopération avec la Chine quand cela est possible et correspond à nos intérêts et à nos valeurs, par exemple pour promouvoir des échanges commerciaux sur un pied d'égalité et traiter de la question climatique.

Nous continuons, en parallèle, avec le reste de l'UE, de dénoncer les violations des droits de l'homme.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

L'aide suédoise au développement doit avoir pour but de créer les conditions nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de gens qui vivent dans la pauvreté et l'oppression. Les sociétés qui se développent dans la liberté donnent à leurs populations confiance en l'avenir.

La politique d'aide au développement de la Suède se modernise aujourd'hui grâce au nouveau programme de réformes. La coopération pour le développement est l'un des outils de politique étrangère les plus importants pour relever les défis auxquels sont confrontés la Suède et le monde. C'est aussi un moyen de protéger les intérêts suédois.

L'économie de marché, l'investissement, le commerce et l'éducation sont essentiels pour sortir les populations de la pauvreté, puisque ce sont ces facteurs qui permettent aux pays en développement de participer à l'économie mondiale.

Notre large engagement en faveur de la santé dans le monde demeure. Les investissements dans la santé sont importants pour le développement des individus et des sociétés. La Suède œuvrera tout particulièrement pour que chacun puisse jouir de droits qui sont politiquement sensibles dans certains pays, comme par exemple la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

La coopération au développement joue un rôle important dans la lutte contre le déclin démocratique dans de nombreuses régions du monde.

La Suède est un acteur de premier plan qui parle d'une voix forte pour plaider en faveur de la démocratie, des libertés et des droits humains. L'existence de sociétés démocratiques ouvertes est une condition préalable pour obtenir la paix et la liberté et pour en assurer la pérennité.

L'aide au développement doit prévenir les causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements de population forcés et créer les conditions d'une réintégration durable.

La Suède continue d'être l'un des plus grands donateurs d'aide humanitaire dans le monde. Nous élargissons l'aide pour le climat tout en la rendant plus efficace. L'aide suédoise au développement doit contribuer à accélérer la transition écologique.

Nous renforçons également la liberté, les droits et l'autonomisation des femmes et des filles et nous luttons contre les coutumes et les normes qui les restreignent.

Dans tous ces domaines, les organisations de la société civile sont des partenaires indispensables.

Monsieur le Président / Madame la Présidente !

La politique étrangère du gouvernement repose sur trois piliers : un pilier européen, un pilier nordique-baltique et un pilier transatlantique.

Avec une guerre en Europe, il est inévitable que notre environnement immédiat ait la priorité en matière de politique étrangère. Mais notre politique étrangère gardera toujours une dimension mondiale importante.

Nous travaillons à renforcer la coopération au sein de l'UE. J'espère pouvoir bientôt revenir devant ce parlement pour présenter notre politique en tant que membre à part entière de l'OTAN. Nous attachons une importance particulière à nos présidences des forums de coopération nordique et nordique-baltique.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont complexes et difficiles. Nous avons besoin de nos amis. Et nous avons besoin d'un dialogue mondial.

Nous ne sommes jamais aussi forts que lorsqu'il existe une unité au sein du Parlement suédois. Je suis heureux de la coopération que nous avons eue, et notamment sur ce qui est le plus important : le soutien à l'Ukraine.